

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 22/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRALEY ROUERGUE LOCA BENNE SARL

Bezonnès
12340 Rodelle

Références : 12-DECHETS-2025-90
Code AIOT : 0006803607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement BRALEY ROUERGUE LOCA BENNE SARL implanté ZA les Calsades 12340 Bozouls. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection annoncée du 2 octobre 2025 portait sur le thème "Risque incendie".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRALEY ROUERGUE LOCA BENNE SARL
- ZA les Calsades 12340 Bozouls
- Code AIOT : 0006803607

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Braley est une installation de traitement de déchets créée en 1972. Le site de Bozouls est composé d'un centre de tri, transit regroupement de déchets non dangereux (2711, 2713, 2714, 2715, 2716), et de transit de déchets dangereux (2718), d'une unité de compostage (2780), d'une déchetterie professionnelle (2710-1b et 2710-2b). Le site a été victime de deux incendies, en 2017 et 2018.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 9 juin 2020.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Confinement	AP Complémentaire du 09/06/2020, article 7.7.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	station GNV	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
3	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
8	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet
9	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2020, article 7.10.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, le site a mis en place les dispositifs d'extinction et de détection incendie. Néanmoins, il devra réaliser des exercices "incendie". Les bassins de confinement des eaux d'extinction incendie ne sont pas entretenues, les vannes d'obturation ne sont pas toutes accessibles ni visibles. L'exploitant devra apporter les mesures correctives. L'exploitant dispose d'une station GNV, à l'arrêt selon-lui. Il devra procéder à l'arrêt ou a minima la mettre en sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum: <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir); - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le

cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

L'exploitant dispose d'une procédure de situation d'urgence mise à jour le 23 juillet 2020. Elle est tenue à disposition de l'inspection et nous constatons sa complétude lors de la visite.

L'exploitant présente son plan de zonage "détection et extinction automatique et manuelle" N° 1270037-100 version D de 2022 pour le site et celui de 2024 spécifique au centre de tri. Il indique qu'il dispose de ses plans pour chaque bâtiment. Nous le vérifions par sondage lors de la visite.

L'exploitant a envoyé au SDIS un classeur avec les indications d'intervention et notamment un plan de masse. Une boîte aux lettres située à l'entrée du site contient les clés pour faciliter l'accès aux services de secours. Néanmoins, l'exploitant n'a pas affiché en entrée de site le plan de masse contenant les informations telles que les moyens d'extinction et de détection et les zones à risques. Il serait également pertinent d'ajouter les documents détaillés présentant les plans et les risques de chaque zone pour le SDIS.

Concernant, la formation du personnel à intervenir en cas de sinistre, l'exploitant reconnaît que les dernières formations sont anciennes (2017) et qu'il doit reformer son personnel. Pour cela, il indique qu'un devis est en cours (mail du 01/10/2025) pour former environ 20 agents. Par mail du 09/10/2025, l'exploitant a fourni le bon de commande de deux formations incendie de l'union départementales des sapeurs pompiers de l'Aveyron.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose à l'entrée du site un plan de situation général (risques, moyens d'extinction, réseaux...) pour faciliter l'intervention du SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en oeuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manoeuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'exploitant indique que tous les agents disposent d'un téléphone pour alerter les secours. Une fiche réflexe est bien établie.

Par contre, l'exploitant n'a jamais réalisé d'exercice incendie. Il est demandé à l'exploitant de programmer un exercice. Par mail du 09/10/2025, il s'engage à réaliser des exercices selon l'échéancier suivant:

EXERCICES ET FORMATION DU PERSONNEL			
Ar incendie - Art 6	Exercices & Formations	Elaborer un exercice interne de mise en situation en cas d'incendie	31/12/2025
Ar incendie - Art 6	Exercices & Formations	Elaborer un exercice interne de mise en situation en cas de déversement accidentel	15-nov-25
Ar incendie - Art 6	Exercices & Formations	Réaliser un exercice interne de mise en situation en cas	2nd semestre 2026

		d'incendie	
Ar incendie - Art 6	E x e r c i c e s & F o r m a t i o n s	Réaliser un exercice interne de mise en situation en cas de d é v e r s e m e n t a c c i d e n t e l	31-déc-25
Ar incendie - Art 6	E x e r c i c e s & F o r m a t i o n s	Réaliser un exercice avec le SDIS de mise en situation en cas d'incendie (selon le scénario majorant	1er trimestre 2026

Un compte rendu de l'exercice incendie sera envoyé à l'inspection, les autres exercices feront également l'objet d'un compte-rendu tenu à la disposition de l'inspection.

Il devra également programmer ses exercices tous les trois ans.

Par ailleurs, l'exploitant dispose bien des procédures et des consignes incendie à destination des entreprises extérieures. Des permis feu et un plan de prévention sont établis avec les entreprises intervenantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant envoie le compte rendu de l'exercice incendie à venir sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stock des déchets

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

Pour les déchets non dangereux, l'exploitant ne formalise pas un état de stock. Néanmoins, il s'assure que le volume autorisé n'est pas dépassé de manière visuelle. Il ajoute qu'il dispose bien

<p>d'un registre de pesée mais ce dernier n'est pas pertinent pour réaliser un état des stocks.</p> <p>Par mail du 09/10/2025, l'exploitant indique avoir mis en place une procédure d'estimation hebdomadaire de l'état des stocks.</p> <p>Concernant les déchets dangereux, l'exploitant a mis en place un suivi via un tableur. L'application Trackdéchets permet également d'avoir cet état des stocks.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement interne</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de plusieurs zones de rétention.</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux d'extinction de la zone haute (plate-forme bois/compostage/plastiques), de la plateforme Nord du bâtiment 2 (ligne bois/déchets verts) et des quais du bâtiment 3-3' de stockage de produits finis de bois sont collectées dans le bassin principal de décantation (référéncé « bassin haut ») ; ce bassin permet un volume de confinement de 800 m³ ; la fermeture manuelle de la vanne d'obturation de sa surverse vers le bassin secondaire (référéncé « bassin bas ») permet d'atteindre un volume de confinement total de 1100 m³. En cas de nécessité, l'obturation à manœuvre manuelle en sortie du bassin secondaire de décantation permet un volume de confinement supplémentaire de 1350 m³ ; • les eaux d'extinction de la zone basse (centre de tri, plateforme de stockage des bennes pré-triées, station GNV, local des déchets dangereux* et local des déchets amiantés) sont collectées et dirigées vers le bassin de confinement du centre de tri qui est muni d'un dispositif d'obturation manuelle au niveau de son exutoire ; la capacité minimale disponible en permanence pour ce bassin est de 650 m³ ; • les eaux d'extinction du local des déchets dangereux sont dirigées vers la cuve de rétention de 30 m³ ; une vanne by-pass manuelle permet de diriger les eaux d'extinction vers le bassin de confinement «centre de tri » de 650 m³ pour permettre le stockage d'un volume d'eau d'extinction plus important.

<p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer si les volumes étaient disponibles. Il a notamment indiqué que le bassin de rétention du centre de tri ne disposait pas d'un volume de 650 m³. Il a ajouté que la réfection de ce bassin devait avoir lieu.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas été en mesure de fournir les modalités de calcul du dimensionnement des bassins.</p> <p>Par mail du 9 octobre 2025, l'exploitant a envoyé les plans de dimensionnement des bassins et un devis de refonte du bassin de 650 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit le bon de commande finalisé de la réfection du bassin de 650 m³ et s'assure du bon dimensionnement du bassin.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement externe</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de plusieurs bassins de confinement comme indiqué plus haut.</p> <p>Lors de la visite terrain, nous constatons que les bassins sont globalement peu entretenus.</p>

<p>Le bassin de confinement de la zone de tri est difficilement accessible, il est recouvert par la végétation. La vanne d'obturation n'est pas visible et n'est pas accessible. Par ailleurs, l'exploitant indique que la vanne est fuyarde et que le bassin ne dispose pas de 650 m3. Un devis est en cours selon lui.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise un entretien régulier de ses bassins. Il fournira un justificatif du bon entretien. Il s'assure que la vanne du bassin de confinement du centre de tri est en état de marche, visible, signalée. Pour cela, il fait parvenir à l'inspection un plan d'entretien adapté des dispositifs d'obturation et de sa bonne mise en oeuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Confinement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/06/2020, article 7.7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) les bassins de confinement sont maintenus en temps normal à un niveau permettant les capacités définies dans le présent article.</p> <p>Les dispositifs ou les vannes d'obturation sont clairement signalés et accessibles en toute circonstance. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p> <p>Le curage du bassin de lagunage haut est réalisé à une fréquence annuelle.</p> <p>Le curage du bassin de lagunage bas est réalisé dès lors qu'une dégradation de la qualité des eaux est constatée.</p> <p>La vidange de la cuve servant au confinement des eaux du local des déchets dangereux est réalisé dès que le volume est proche de 30 m3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des curages des bassin notamment celui du haut qui doit être réalisé 1 fois par an.</p> <p>Les vannes d'obturation du bassin de la zone du centre de tri ne sont clairement pas visibles.</p> <p>Le système d'obturation du bassin bas n'est pas accessible en tout temps. Son accès via une échelle à même le géotextile semble dangereux par temps de pluie. Par ailleurs, la mise en place d'un "chapeau" en plastique sur la canalisation semble périlleux en équilibre sur l'échelle. Son efficacité reste à démontrer.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de consigne définissant les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs de curage des bassins, - un justificatif de la visibilité et accessibilité en toute circonstance de toutes les vannes et

dispositifs d'obturation (cf constat 5), - les consignes de mise en œuvre des vannes et dispositifs d'obturation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

<ul style="list-style-type: none"> -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Nous constatons que l'exploitant a rédigé les consignes d'exploitation suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Néanmoins il n'a pas formalisé une procédure relative à la gestion d'un incident ou accident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant formalise une procédure relative à la gestion d'un incident ou accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Dispositions au contrôle d'accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite terrain, nous constatons que le site est clos. Les horaires d'ouverture sont</p>

clairement visibles à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'accès et de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>« L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>« Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>« Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place 3 accès pompiers avec une boîte à clé à chaque entrée. Il lui a été préconisé d'y ajouter les consignes et les plans du plan de défense incendie dans la boîte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations</p>

classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

Constats :

L'exploitant dispose d'un fichier type excel lui permettant de s'assurer que la vérification périodique, la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie est conforme. Les extincteurs ont été vérifiés le 14 avril 2025 par l'entreprise Viguiers Protec Incendie à Luc La Primaube.

Nous vérifions par échantillonnage lors de la visite que l'étiquetage justifiant de la vérification est en place et conforme. Le registre de sécurité est complet et les vérifications périodiques sont réalisées conformément aux référentiels en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2020, article 7.10.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un système d'alarme incendie ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- de robinets d'incendie armés (RIA) dans les bâtiments et au niveau de la séparation des aires extérieures de compostage de stockage du bois ;
- d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau public. Ce réseau est au minimum constitué par des canalisations de diamètre 200 mm et comprend des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ; le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- d'un poteau incendie existant en entrée du site et de 3 poteaux d'incendie d'un diamètre nominal DN150 piqués sur une conduite de 200 mm et permettant de fournir un débit minimal cumulé de 360 m³ par heure pendant une durée d'au moins deux heures dont 1/3 sous pression à moins de 100 m (soit 120 m³), 2/3 à moins de 200 m (soit 240 m³) et 3/3 à moins de 400 m (soit 360 m³) et dont les prises de raccordement sont conformes aux

normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;

- d'une réserve d'eau incendie minimale de 2000 m³ ; pour cela, le bassin de décantation bas (plan en annexe 4) assure la fonction de réserve incendie et dispose d'un volume de 2650 m³ via les colonnes fixes d'aspiration et d'un volume de 3300 m³ pour une hauteur d'aspiration de 6 m pour les équipements mobiles des services de secours ; en cas de besoin en eaux d'incendies supplémentaires, les eaux du bassin de lagunage bas sont utilisées ; pour éviter une dégradation du matériel de pompage des services de secours, un dégrilleur est présent en amont du bassin bas, ainsi qu'une crépine d'aspiration en pied de la colonne d'aspiration positionnée à 80 cm du fond du bassin. Ces réserves disposent de prises de raccordement normalisées de 100 mm et d'une aire d'aspiration pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques et judicieusement répartis dans l'établissement à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;
- de systèmes de détection incendie avec alarme 24/24 h, notamment au niveau des zones de stockage du bâtiment 2 et de la ligne bois et DV, sur la totalité du bâtiment de tri et des locaux techniques associés et la station GNV avec report d'alarme, sur le local de transit des DD (caméras thermiques, détecteur infra-rouge ou détecteur de fumées) ;
- de systèmes d'extinction automatique d'incendie, avec notamment 2 lances d'incendie asservies à la détection thermique sur la ligne des déchets entrants du centre de tri et le broyeur,
- d'un sprinklage (rideau d'eau) au niveau du passage entre les 2 parties du bâtiment de tri(...)
- de tapis retardateurs de feu sur la ligne bois ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties sur le site, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Constats :

Le site est équipé d'un système d'alarme incendie relié à une télésurveillance (scutum). Chaque agent dispose d'un téléphone pour alerter en cas sinistre.

Le plan de défense incendie est complet et dispose des plans des locaux facilitant l'intervention des services de secours.

Il y a 11 robinets d'incendie armés au niveau du centre de tri et 20 au niveau de la zone de compostage et bois.

Les poteaux incendie sont vérifiés périodiquement par la mairie de Bozouls. Par sondage, nous constatons que le poteau 103 est vérifié le 18/11/2024 par la mairie de Bozouls (réseau supprimé).

Le centre de tri est protégé par 52 extincteurs et le reste du site comprend 51 extincteurs (conforme au registre de sécurité).

Les systèmes de détections et le réseau de sprinklage sont en place.

L'exploitant n'a pas mis en place les réserves de sable. Par mail du 09 octobre 2025, l'exploitant justifie de la mise en place des bacs à sable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : station GNV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Risques accidentels, équipements à l'arrêt
Prescription contrôlée : Equipements à l'arrêt. En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant. L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité)(...)
Constats : Lors de la visite terrain, nous constatons que la station GNV est à l'arrêt. Des rubalises viennent matérialisées la zone. L'exploitant indique que l'inertage n'a pas été réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de la mise à l'arrêt de son installation GNV. Il précise si l'arrêt est définitif, alors il justifie des dispositions prises pour garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois